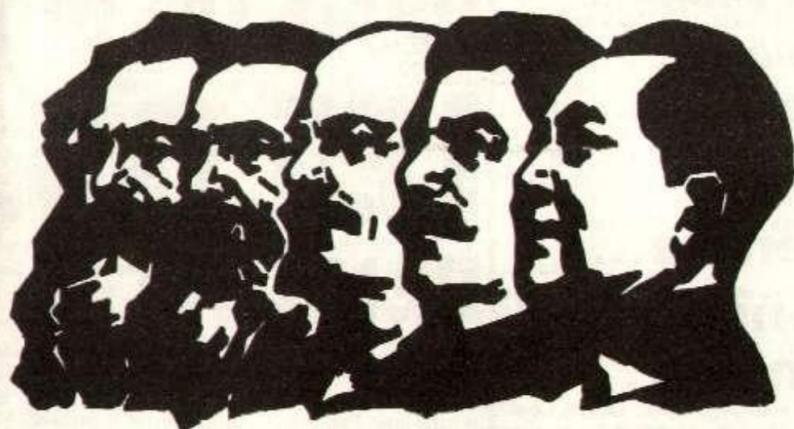


front rouge



opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 66

12 AVRIL 1973

PRIX : 0,50 F

CCP FRONT ROUGE 31 - 191 - 14 LA SOURCE

BP 464 75065 PARIS - CEDEX 02

renault, peugeot, sollac, saviem...

SOUTENONS LES GREVES DES O.S. ! PREPARONS LE 1^{ER} MAI !

En même temps qu'elle affronte la fermeté des O.S. des presses de Renault qui poursuivent leur grève, la bourgeoisie tente de faire face à plusieurs mouvements identiques déclenchés aussi dans les grands bagnes capitalistes : Peugeot (St-Etienne), Usinor (Dunkerque), Saviem (Caen), Sollac...

Ces luttes résolues témoignent de la combativité de la classe ouvrière, bridée pendant toute la campagne électorale par les Séguy, Maire. Ces luttes résolues témoignent aussi de l'aggravation de l'exploitation capitaliste dans toute cette période où Messmer nous rabat les oreilles avec son programme de Provins : chaque fois les ouvriers réclament une augmentation de salaire pour combattre la vie chère ignorée par les indices de Giscard ; chaque fois, les ouvriers réclament de meilleures conditions de travail, la limitation de l'intensification du travail.

Démagogie pour les O.S. ...

C'est par la démagogie, la tromperie, que la classe capitaliste essaie aujourd'hui de combattre ce mouvement. Par 2 fois, elle a tenté d'endormir la vigilance des O.S. de Renault proposant simplement des primes, sans garantie ! Poincaré, Messmer font aujourd'hui de nombreuses déclarations

sur le sort des O.S. et les moyens de l'améliorer.

... Ces discours ne sont pas bien nouveaux. Depuis plus d'un an. La révolte des OS contraint la bourgeoisie à reconnaître les conséquences les plus aveuglantes de l'intensification du travail, à proposer des "remèdes" qui n'ont jamais bien entendu diminué l'exploitation capitaliste, au contraire. Mais, surtout, en même temps qu'il fait ces déclarations, Messmer garde en mains la circulaire Fontanet, menace permanente contre tout gréviste immigré, et donc menace permanente contre toute grève du prolétariat.

...et chantages pour les jeunes

Au même moment, la bourgeoisie doit faire face au mouvement des jeunes des lycées et des CET. Le lundi 2 des centaines et des centaines de milliers de lycéens ont manifesté dans toute la France contre la loi Debré. En ampleur un tel mouvement dépasse même la plus forte mobilisation étudiante de mai 68. Cela inquiète la bourgeoisie ; d'abord parce que les futurs ouvriers parqués dans les CET se sont joints au mouvement déposant leurs propres revendications, dénonçant le dressage à la condition d'exploités qu'on leur fait subir, réclamant la liberté d'expression. Ensuite parce que des mots d'ordre

profondément justes tels que "A bas l'armée du capital", "A bas l'embrigadement de la jeunesse" scandés par des centaines de milliers de manifestants, leur aspiration à s'unir à la classe ouvrière, traduit le début d'une prise de conscience chez ces jeunes. Même si la bourgeoisie compte sur les illusions (et elles existent) qui guettent ce mouvement pour le dévoyer, elle sait qu'il peut naître de telles luttes une nouvelle génération de militants révolutionnaires, elle sait qu'à partir d'une telle mobilisation de nombreux jeunes peuvent être orientés vers un soutien conséquent aux luttes de la classe ouvrière. C'est pourquoi elle a menacé par la bouche de Messmer "les lycéens vont comprendre qu'il faut rentrer dans l'ordre, faute de quoi on les y conduira avec vigueur". C'est pourquoi aussi, elle agite le spectre de mai 68 pour inquiéter les parents.

La "Gauche" tente de récupérer

Les ouvriers en lutte, les jeunes des lycées et CET en grève doivent faire face non seulement aux manœuvres du gouvernement et de patrons, mais à celles aussi des états majors des partis de "gauche" et des syndicats. A sa dernière réunion, le Comité Central du P.C.F., forcé de reconnaître implicitement l'échec élec-

toral de "l'union de la gauche", a appelé ses militants à redoubler d'efforts pour élargir "l'union populaire" : il s'agit pour le P.C.F. de gagner des couches réactionnaires, comme les cadres et autres chiens de garde du capital, mais aussi de conquérir une assise plus large dans des couches populaires pour mobiliser aujourd'hui pour le programme commun. Aussi Marchais prévoyant l'éclatement des luttes que son parti a soigneusement jugulées pendant toute la campagne électorale, demandait aux militants "d'être au niveau de la combativité des travailleurs". En clair cela veut dire : ne vous laissez pas dépasser par l'action, profitez des contradictions des masses avec la bourgeoisie pour faire assaut de démagogie, et enrôler de nouvelles couches dans "l'union populaire".

C'est ce que croyait réussir la CGT à Renault quand elle a crié victoire le 21 mars, disant partout que les O.S. des presses avaient repris, que leurs revendications étaient satisfaites grâce à la CGT. La cinglante riposte des 400 ouvriers grévistes, les a mis sur la défensive : ils n'ont qu'un souci aujourd'hui, éviter que la lutte s'engage à tout Renault, sur la même base qu'aux presses, éviter que tous les O.S. de la Régie dénoncent l'intensification du travail. De même à la Saviem,

à la Sollac, la CGT évite de coordonner, de généraliser les luttes, qui se déroulent dans les différents ateliers. Les O.S. en lutte rejettent la "grille unique de l'O.S. à l'ingénieur" revendication avancée par la CGT pour mettre les O.S. à la remorque de l'ingénieur, pour souder cette "union populaire".

Le P.C.F. essaie de même dans un travail de grande envergure de récupérer le mouvement lycéen. L'UNCAL, son satellite groupusculaire des lycées a été immédiatement rejeté par la grande masse des lycéens devant ses grossières tentatives de récupération. Aussi appelant en renfort la CFDT, la FEN, la CGT, s'appuyant sur le désir d'unité avec les travailleurs qui anime les lycéens, le P.C.F. tente de faire chapeauter le mouvement par ces organisations ; c'est le sens évident de la manifestation du 9 qu'ils ont pu mettre sur pieds avec le concours actif des trotskistes. En encerclant ainsi le mouvement, après avoir tenté de le noyauter, le P.C.F. croit réussir à le vider de son contenu, à s'implanter dans ces couches.

La CGT toujours de concert avec la CFDT prétend même faire du 1er mai une journée nationale de récupération ; elle appelle les lycéens à se joindre au cortège CGT-CFDT. Elle croit ainsi

suite page 4



photo front rouge

des commis mieux adaptés debré s'en va... poniatowski rentre...

La nomination du nouveau gouvernement Messmer a marqué encore une étape dans la perte par l'UDR du rôle de parti dominant au profit de « la nouvelle majorité » en formation.

D'une part Debré, incarnation même du gaullisme intransigent, ministre presque sans interruption depuis 58 a été éliminé et se retrouve simple député. A sa place Galley, UDR ultralibéral qui déclarait en juin 72 « je crois en l'obéissance absolue aux instructions du président de la République ». Ministre des transports dans le dernier gouvernement, ce Galley là s'est déjà exercé au maniement des appareils militaires lors de la grève des aiguilleurs ; à son palmarès, 2 avions espagnols d'un seul coup.

D'autre part, plus question que la politique étrangère garde la vaine teinte gaulliste que lui donnait encore Schumann. Pompidou a sorti de l'ombre l'un de ses plus fidèles lieutenants JOBERT et l'a placé directement à la tête du ministère des affaires étrangères. Jobert est associé de très près depuis 69 à la nouvelle politique de l'impérialisme français. Il a accompagné Pompidou dans tous ses voyages à l'étranger, y compris lors de l'entrevue avec Nixon de janvier 72 aux Açores.

Alors que l'UDR est contrainte à de tels reculs Giscard aux Finances, et Marcellin, à l'Intérieur, tous 2 Républicains Indépendants, restent, eux, solidement installés dans leur fauteuil. Bien plus Poniatowski, second de Giscard, qui a tiré à boulets rouges sur l'UDR et en particulier sur Debré, reçoit en récompense, et pour la première fois, un portefeuille ministériel.

Devant les Députés Giscardiens Pompidou s'est réjoui du laminage électoral de l'UDR : « en 1968, certains UDR avaient été élus par hasard. C'est ceux là qui sont repartis. Mieux équilibrée, la majorité n'en sera que plus forte ». Puis il a presque ouvertement désigné au cas où il ne se représenterait pas en 1976 Giscard comme son successeur : « vous avez la chance d'avoir à votre tête un des 2 ou 3 hommes d'État, peut-être 4, qui ont une vocation nationale ».

Pompidou a prêché ensuite pour une large ouverture, allant jusqu'aux socialistes « libéraux ». D'ailleurs des fromages ministériels ont été effectivement proposés à Max Lejeune, « socialiste » en rupture de banc, et aux réformateurs. Lecanuet a, pour le moment, refusé, mais s'est déclaré certain d'entrer au gouvernement dans 6 mois, 2 ans tout au plus.

Ainsi se dessine de plus en plus nettement une « nouvelle majorité », allant des giscardiens jusqu'à certains socialistes en passant par les réformateurs, regroupée et tenue en mains par Pompidou.

De ce nouveau gouvernement, la classe ouvrière n'a rien à attendre. Elle lui imposera par la lutte ses revendications.

3 nouveaux larbins au ratelier

De Maurice DRUON sacré ministre des affaires culturelles on connaît « les Rois Maudits » qu'il a réussi à vendre grassement à la télé, sous forme de feuilleton. On sait moins que Druon, avant de trouver ce filon, a cherché à percer dans le pornographique distingué. Dans ses premiers romans s'ébattaient gouines et pédérastes « d'une haute société moribonde ».

Ceci ne l'empêchera pas, au contraire, de siéger tout près d'un autre nouveau ministre, ROYER, qui s'est fait une réputation en prétendant chasser des écrans de sa ville Tours, « la perversion morale ».

« Défense de la famille » et partouzes privées (affaire Markovitch) ont toujours été les 2 piliers de la morale bourgeoise.

Le jeune qui monte, c'est STASI. Il faut dire qu'il n'a rechigné devant aucune besogne. A 29 ans, en plein massacre colonial, il était déjà chef de cabinet du préfet d'Alger. De 62 à 70, il continue sa carrière de super-flic comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur. Il a donc bien mérité son portefeuille de ministre des colonies (des soi-disant départements et territoires d'outre-mer). Il avait même poussé le zèle pendant la campagne électorale jusqu'à servir de punching ball pour mettre en valeur à la télé la phrase « révolutionnaire » de Krivine.

DANS LES GRANDS BAGNES CAPITALISTES LES O.S. A L'OFFENSIVE ! RENAULT

Les OS des presses de Renault s'en tiennent fermement à leur revendication du P1F et sont décidés à poursuivre la lutte pour l'obtenir. Ils sont aujourd'hui 1500 O.S. de la Régie à faire grève pour cette revendication, puisqu'aux 400 de l'île Seguin, se sont joints, depuis le 29 mars, ceux des presses de Flins (immigrés en majorité) et ceux de Sandouville (en majorité français, ouvriers-paysans ou paysans d'origine), et ceux de l'atelier des sièges à Billancourt.

Le 3 avril, les grévistes ont rejeté massivement une nouvelle "offre" de la direction : une prime d'attente, qui, aux dires du PDG Dreyfus, serait intégrée plus tard au salaire, au moment de "négociations sur l'ensemble des qualifications professionnelles". Les travailleurs ont rejeté cette proposition parce que, comme les précédentes, elle conserve le système en place : la division des ouvriers, en réservant la catégorie P1F à une poignée.

Lorsqu'ils réclament le P1F pour tous, les O.S. des presses ne courent pas après un titre de professionnels, le P1F n'étant d'ailleurs qu'une "qualification" maison, puisqu'un P1F quittant la Régie, pour une autre entreprise, se retrouve O.S. Les O.S. des presses veulent obtenir : A travail égal, salaire égal. Faisant le même travail, ils veulent avoir le même salaire et un salaire garanti : s'ils sont contraints de changer de poste parce qu'ils n'arrivent pas à suivre la cadence imposée, ils ne veulent plus, comme c'est l'habitude, subir une perte de salaire pour mutation. Ils ne veulent plus d'un système qui garantit des salaires supérieurs juste aux O.S. qui acceptent de forcer la cadence, qui, en tant que chefs de chaîne, mettent les pièces dans la pre-

mière presse, et acceptent d'entraîner les autres dans une cadence accélérée, et sont, de ce fait, bien vus par la maîtrise.

Pour défendre leur revendication, les travailleurs ont à faire face au changement de la direction. aujourd'hui Dreyfus déclare : "reprenez le travail, et ensuite seulement, nous discuterons avec les syndicats".

Les travailleurs doivent faire face aussi, aux manœuvres des syndicats. Aujourd'hui, la CGT à Renault met le paquet pour tenter de semer la confusion sur la revendication des presses, de faire oublier le sens que lui donnent les grévistes pour en faire une revendication de "promotion individuelle" : "Le P1F est une espérance, une ouverture pour les O.S." déclarait vendredi Sylvain, secrétaire de la CGT, au meeting devant Renault. D'après la CGT, la revendication des OS des presses contre la division, contre l'accélération des cadences, c'est la même chose que la revendication de la CGT de "la grille unique du manoeuvre à l'ingénieur".

Or c'est tout le contraire :

— d'après cette grille, pour les OS, seule la classe 6 (qui n'existe pas aux presses) est supprimée. Toutes les autres classes subsistent, tandis que le P1F est accordé seulement "à ceux qui exécutent un travail à responsabilité". "Travail à responsabilité", c'est aussi un critère de Dreyfus pour sélectionner les P1F, tels les chefs de chaîne chargés aux presses de pousser à la cadence. Donc, la "grille unique" maintient la division des O.S.

— cette grille qui est hiérarchisée, avantage les cadres, les hauts salaires, puisqu'elle fixe que toute augmentation

doit être proportionnelle au salaire. Quant aux critères du passage aux coefficients supérieurs, la CGT a retenu le critère du "commandement" (voir le texte préparatoire à la conférence des I.T.C. en janvier 73) ; les ouvriers savent ce que signifient les qualités de "commandement" dans une entreprise capitaliste.

Par la mise en avant de cette grille hiérarchique, la CGT cherche à bien semer la confusion chez les ouvriers de Renault.

— en mettant les intérêts des ouvriers à la remarque de ceux des cadres, des ingénieurs, des agents de maîtrise, chiens de garde du Capital.

— en entretenant chez les OP les idées de promotion individuelle, la CGT masque le processus de déqualification qui guette la majorité des O.P., elle les oppose aux O.S.

— en entretenant chez les O.S. cette idée que le P1F c'est pour les OS qui ont un certain travail déjà qualifié (responsabilité...) la CGT divise les OS de la Régie qui tous, aspirent à combattre l'intensification du travail et ses conséquences. Les luttes à la régie depuis janvier, attestent que ce problème, posé par les O.S. des presses, concerne tous les O.S. de l'usine ; par exemple : les O.S. du 38 en grève la première semaine de février, revendiquaient le P1F - coefficient 162-pour tous ; ils avaient alors été combattus par la CGT qui, à la veille des élections, parlait d'une "provocation contre le programme commun de la gauche".

Mais aujourd'hui la détermination des O.S. des presses pour obtenir la revendication qu'ils ont définie est un obstacle de taille pour les manœuvres des révisionnistes de la CGT.

(le 6 avril)

SAVIEM caen

Depuis le 30 mars, des grèves tournantes et des débrayages sont déclenchées à la SAVIEM de Caen-Blainville.

C'est la chaîne montage gamme-haute qui a démarré. Les ouvriers se mettent en grève pour 50 cent. d'augmentation horaire et un relèvement de la qualification. Lundi 2 avril et les jours suivants, la grève s'étend à d'autres ateliers sur les mêmes revendications, plus des revendications sur les conditions de travail et contre les cadences (les ouvriers réclament plus de polyvalents). 2000 O.S. environ (la moitié de l'usine) sont dans la lutte. Des manifestations de 700 à 1000 personnes ont lieu dans les ateliers pour appuyer les revendications.

Face à cela, le patron a mis au point une tactique sournoise : il tente de diviser les ouvriers en leur proposant individuellement de la rallonge s'ils acceptent de reprendre le travail ou de ne pas se mettre en grève. Il a fait appel à l'huissier contre les ouvriers qui avaient bloqué le début de la chaîne ferrage. Les ouvriers ne se laissent pas prendre à ces manœuvres.

Les syndicats soutiennent la lutte mais ne parlent que des salaires : pas un mot des revendications des ouvriers sur les conditions de travail et contre les cadences, ils ne font rien pour étendre la grève à toute l'usine et l'amplifier.

Les marxistes léninistes de Front Rouge appellent à l'élargissement du mouvement par des grèves tournantes comme celles de Mécanique Générale, par le coulage des cadences, par des grèves totales avec défilés dans les ateliers. Ils montrent l'unité des revendications avec celles des O.S. en grève à Renault et Peugeot. Ils envisagent la création d'un Comité de Soutien.

Correspondant SAVIEM le 6 avril.

SOLLAC (florange)

A la Sollac, le mouvement des écriqueurs a servi de détonateur aux revendications des ouvriers de la sidérurgie. Démarrant le 20 mars, ils ont été suivis dans l'action le 26 mars par les pontiers, puis par des ouvriers d'autres secteurs.

La baisse régulière du pouvoir d'achat des ouvriers depuis ces derniers mois, la dégradation accélérée des conditions de travail (marquée par de multiples accidents : 3 graves en 3 semaines au transport fer, par exemple), les discriminations et les manœuvres de Dherse et Gandois contre le repos des ouvriers (prime hiérarchisée volée contre des jours fériés et des jours de congé), tout cela est à la base du mécontentement.

Le 29 mars, les ouvriers portent en manifestation aux grands bureaux de Florange leur cahier de revendications : revalorisation des postes et des salaires, écrasement des divisions hiérarchiques (salaire des O.S. écriqueurs, classification en O.P. des pontiers), réduction du temps de travail, sont à la base des revendications auxquelles s'ajoutent la suppression des abattements pour fait de grève.

Les syndicats soutiennent verbalement la lutte. Valli de l'UD CGT face à la combativité des O.S. principalement immigrés à la tête de la lutte, est obligé de déclarer : « que la Sollac est à la Lorraine ce que Renault est à la région parisienne », mais dans les faits, ils dénaturent les revendications. La CGT parle de « mensualisation », « d'harmonisation progressive des primes » ; pour désamorcer tout le sens anti-hiérarchique de l'action elle insiste lourdement sur la présence d'O.P. et de techniciens et ramène sa « grille unique de l'O.S. à l'ingénieur ». La CFDT, elle, tout en collant au plus près au mouvement, le laisse sans perspectives ni direction.

Résultats : les ateliers sont laissés pratiquement à eux-mêmes, la grève est morcelée. Les ouvriers du décapage voient débrayer les pontiers, sans que leurs délégués les invitent à débrayer. Les ouvriers du transport fer-Ebange apprennent la grève par un travailleur du transport fer-Ste Agathe, pendant



photo front rouge

sollac : manifestation aux grilles des grands bureaux

que leurs délégués pointent « malades » ou « stage de formation ». Les immigrés des services d'entretien mécanique hésitent à partir en grève, car les O.P. refusent de se joindre massivement au mouvement. Des petits chefs assurent le fonctionnement de certains services sans opposition. Quant aux ouvriers des autres usines, ils apprennent le conflit par le Républicain Lorrain.

Toutes les manœuvres sont ainsi possibles. La CGT a réussi à faire adopter aux écriqueurs « la suspension de la grève jusqu'à la réponse aux revendications ». Les pontiers ont repris sur des promesses de négociations. Certains ateliers sont flottants, dans d'autres la grève se renforce. Ainsi à l'aciérie de Sécilor-Gondrange,

la grève d'un service bloque la production de toute l'aciérie.

Les marxistes léninistes de Front Rouge soutiennent activement la lutte. Le Comité de Défense Ouvrière de la Fensh (CDOF) a distribué immédiatement et massivement un tract rédigé par des travailleurs de la Sollac et des marxistes léninistes de Front Rouge, tract de mobilisation sur les revendications essentielles, générales à l'usine. Une assemblée ouvrière est prévue pour avancer dans l'élaboration d'un cahier de revendications unitaires des travailleurs de la sidérurgie proposée par le CDOF, sur l'initiative de camarades ouvriers de Wendel Sidélor.

Correspondant Sollac.

SEXLAL

La grève a éclaté, il y a 5 jours à la SEXLAL. Les ouvriers de cette boîte qui, par le concassage des résidus laitiers fabriquent dans le bruit et la poussière des graviers pour les routes partent en lutte contre :

— les bas salaires : (les patrons offrent 826,50 F. pour 40 h à un O.S.1). Ils demandent un salaire minimum garanti de 1.200 F. pour 40 h pour un O.S.1.

— la hiérarchie : ils demandent l'incorporation dans le salaire de la prime de rendement et la suppression des classifications intermédiaires.

— les journées de travail trop longues : ils demandent la réduction d'horaires sans perte de salaire.

La SEXLAL est à 400 m de SOLLAC-Florange. Les luttes d'O.S. s'épaulent les unes les autres.

Correspondant Fameck le 30 mars.

USINOR dunkerque

Le 3 décembre, les ouvriers venant de Calais et des mines, entraînent dans une lutte dure ; blocage des entrées, retenue aux grands bureaux de Fontaine et Zezequel.

Ils réclamaient :
1) l'aménagement des horaires,
2) que soit payée 1 heure supplémentaire passée à Usinor,
3) la gratuité des transports.

Qu'ont-ils obtenu ?
Usinor a lâché sur un seul point : les ouvriers ne paient plus que 1,50 F. pour venir vendre leur force de travail.

Loin d'aménager les horaires, Usinor prépare la mise en place d'une gare routière. Les cars ont déjà comme instruction d'être sur le parking 25 mn avant le début de chaque poste et de ne ramener le poste sortant qu'à 27.

Comme les marxistes léninistes l'avaient déjà dit en décembre, c'est l'ensemble des ouvriers d'Usinor qui est touché ; et non plus seulement ceux qui viennent des Mines, de Calais, etc. Les ouvriers de Grande Synthé distant de 3 km mettront au minimum 1 h 10 mn pour aller de leur domicile à l'usine et retour.

Quel est le but des patrons d'Usinor ?

C'est les 8 millions de tonnes d'acier, qu'il faut tenir pour réaliser de nouveaux profits, sur le dos de la classe ouvrière. Le moyen est de profiter de l'ouvrier jusqu'à la dernière minute de son poste. Celui-ci aura ensuite 1/4 h. pour prendre la navette qui le conduira à 27 à la gare routière.

A BAS L'ALLONGEMENT DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL.

ARRÊT DU TRAVAIL 1/2 H. AVANT LA FIN DU POSTE POUR LA DOUCHE ET LA TOILETTE.

PAIEMENT DU TEMPS DE TRANSPORT COMME TEMPS DE TRAVAIL.

Comité de lutte d'Usinor.

Communistes marxistes léninistes de Front Rouge.

(Tract diffusé à Usinor Dunkerque)

A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET

IVRY

Un algérien frappé par une expulsion

A l'initiative des marxistes léninistes de Front Rouge un comité pour l'abrogation de la circulaire Fontanet s'est créé à Ivry-Vitry. Il regroupe des camarades de différentes nationalités : portugais, espagnols, maghrébiens, français. Tous les camarades sont conscients de la nécessité de mobiliser largement l'ensemble de la classe ouvrière, de faire porter un effort d'explication et de mobilisation tout particulier en direction des travailleurs qui pour l'instant ne se sentent pas encore directement concernés : ouvriers français, et algériens - très nombreux sur Ivry-Vitry - qui ont le statut de résidents. La décision a été prise d'orienter la propagande sur l'explication du caractère de classe de la circulaire Fontanet, de montrer en quoi elle représente une manœuvre de division de la classe ouvrière et une atteinte à son droit de grève.

Mais les militants du MTAL (Mouvement des Travailleurs Arabes en Lutte), suivis par ceux de la Cause du Peuple, restent hostiles à tout travail unitaire. Pourquoi ? Parce que, tout en déclarant que la circulaire Fontanet est une mesure de division de la classe ouvrière, ils se refusent de prendre pour axe essentiel de travail la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière, français et immigrés. Pour eux ce serait "nier la spécificité du combat entamé depuis janvier" par les immigrés. Une telle ligne de "soutien aux immigrés" ne permet pas d'avancer. Et il n'est pas possible, à l'heure actuelle, d'attendre que ces militants aient changé de position pour entamer la lutte.

Le travail engagé par notre comité montre au contraire que les travailleurs sont sensibles à notre propagande, justement parce que nous dénonçons la circulaire comme une mesure frappant l'ensemble de la classe ouvrière. Sur les marchés, autour de nos panneaux, les travailleurs reviennent nous demander des explications, prennent des paquets de tracts pour les faire circuler dans leurs foyers, ou dans leurs boîtes. Dans un foyer, de nombreux ouvriers algériens ont engagé la discussion avec un camarade justement parce qu'ils ne connaissaient pas la circulaire ou ne se croyaient pas concernés par elle.

Ce n'est pas le sentiment de leur "spécificité" d'immigrés ou de français qui mobilise les ouvriers, mais le sentiment de leur solidarité de combat face à la bourgeoisie impérialiste.

Correspondant Ivry-Vitry

Un travailleur algérien s'est joint aux grévistes de la faim de Lille : il est menacé d'expulsion. Pourquoi ?

Ce travailleur est rentré en France le 18-8-72 avec une carte d'office national de main d'œuvre. Le 28-8-72 il trouve du travail et le 28-10-72 il remet sa carte d'ONAMO au commissariat ainsi que l'attestation de l'employeur et un certificat de logement. On lui remet un récépissé provisoire d'un mois. Passé ce délai, il obtient un nouveau récépissé de 3 mois. Durant cette période, il change de domicile et le signale au commissariat.

Le 6-2-73, il téléphone au commissariat pour savoir si sa carte est arrivée. On lui répond qu'il peut venir la chercher le 10-2. Il s'y rend. Mais on lui annonce qu'il est aux arrêts. La police le garde 48h puis le relâche. On lui annonce qu'il est expulsé depuis le 3-2-73, sous prétexte que sa carte d'ONAMO ne fait plus effet depuis avril 72 ! Le format n'est pas le bon.

Pourquoi l'a-t-on laissé entrer ? Toutes les polices ont vu cette carte. Pourquoi l'a-t-on laissé travailler pendant 6 mois en France sans lui signaler que sa carte n'est pas la bonne ?

Ainsi ce travailleur qui n'est pas à proprement parler frappé par la circulaire Fontanet-Marcellin, est menacé d'expulsion tout comme les marocains ou tunisiens qui font la grève à Lille.

Ce cas précis permet de montrer que ce problème des expulsions concerne tous les immigrés quelle que soit la nationalité. Il ne s'agit pas seulement de lutter pour les revendications des grévistes mais d'engager une lutte regroupant travailleurs immigrés de toute nationalité et travailleurs français contre la circulaire Fontanet et contre les lois qui permettent les expulsions et sont une arme anti-grève pour la bourgeoisie.

Correspondant Lille.

camarades qui avez créé un comité pour l'abrogation de la circulaire fontanet, écrivez votre activité à Front Rouge

les orphelins de st philippe : pas de charité...

Les journaux et la télé ont beaucoup parlé cette semaine des élèves de l'orphelinat catholique St Philippe utilisés comme cobayes moyennant d'importantes sommes d'argent versées aux autorités ecclésiastiques de l'établissement. Mais ce que la presse et la télé ont passé sous silence, c'est que si la bourgeoisie organise cette odieuse spéculation, c'est parce qu'il s'agit de futurs ouvriers.

En échange de quelques cigarettes, et d'une promesse de visite aux grands magasins pour choisir « ce qu'ils veulent », en fin d'année, une trentaine d'entre eux ont accepté que le docteur Gautard, de Paris (17^e) et quelques uns de ses complices travaillant pour le compte d'un laboratoire, leur fassent des essais de produits sur la peau ; c'est parce qu'ils n'avaient pas le droit de sortir pour avoir des cigarettes, c'est parce qu'eux et leurs camarades étaient soumis à une discipline de fer : coups de poing des surveillants, notamment de Lange qui a mis le visage à sang de

l'un d'entre eux, multiples vexations, obligation de nettoyer les WC, la cour, etc... le vendredi soir et tout le samedi matin quant était attribuée une ou deux heures de colle. Tout cela s'ajoutant aux 43 h de cours et d'atelier. Autrement dit, une « bonne » tentative de former de futurs ouvriers dociles, préparés à subir l'exploitation en usine. Car que font-ils après l'orphelinat ? Après y avoir préparé le CAP d'électricien, de menuisier, de mécaniciens ou de peintres, ils se retrouvent soit OP, soit le plus souvent OS ; en particulier les mécaniciens.

Les élèves, en grève depuis 3 semaines dans l'orphelinat qu'ils occupent expliquent : « la presse a mis en avant juste le problème des cobayes, pour éviter de parler de nos revendications qui sont communes à celles des CET ». Ils réclament la liberté d'expression, le droit d'avoir des journaux qu'ils veulent ; la liberté d'expression prend d'autant plus d'importance qu'ils sont

obligés de suivre un enseignement religieux !

Ils réclament la réduction des heures de travail, une infirmerie équipée où on ne dise plus à quelqu'un qui a 2 côtes cassées qu'il n'a rien. Ils réclament la suppression des châtimens corporels (coups de poing, orties) l'hygiène (plus de WC sans portes, de l'eau chaude).

Pour faire connaître leurs revendications, empêcher les journalistes de faire parler les élèves isolés tout en leur offrant des cigarettes, ils se sont organisés depuis 2 jours avec un « Comité d'accueil » et un service d'ordre que les journalistes bourgeois qui débarquent sont tenus de suivre.

Pour renforcer leur lutte, ils forment un comité de coordination avec les élèves de l'orphelinat St Paul et ceux du lycée technique, proche de Sèvres, qui, jeudi, ont été attaqués par les CRS, pour avoir expliqué leurs revendications au micro de la quinzaïne commerciale de Sèvres.



PARIS

De la Nation à la place des Fêtes, dans le quartier populaire de Belleville, c'est par dizaines de milliers que des élèves des CET de Paris et de la banlieue ont manifesté mercredi 3 avril. D'énormes forces de CRS et de gardes mobiles ont empêché les manifestants de prendre de grandes artères et d'aller jusqu'à la République comme prévu : la bourgeoisie a essayé de limiter une manifestation qui était la première des CET depuis Mai 68.

Les élèves des CET, en organisant leur propre manifestation, ont prouvé qu'ils représentent une grande force face au capitalisme et ont ainsi exprimé leurs propres revendications de futurs prolétaires, sur lesquelles la bourgeoisie essayait de faire le silence :

En scandant sans relâche : « Le CET, c'est déjà à l'usine ! », « Liberté d'expression ! », ils dénonçaient la discipline, les horaires et les conditions de travail préparant l'élève à l'exploitation en usine, les mots d'ordre tels que : « la jeunesse solidaire contre l'armée des patrons ! », « Armée nationale, armée du Capital ! », « A bas l'armée, les flics et les patrons ! », exprimaient la dénonciation d'une armée destinée à la défense des intérêts du Capital.

Dans cette manifestation unissant au coudé à coudé fils d'ouvriers français et fils d'ouvriers immigrés, le mot d'ordre « A bas le racisme ! » était inscrit sur des banderoles et largement scandé, des gars de certains CET expliquaient comment dans leur établissement, ils doivent lutter contre l'administration et des profs ouvertement racistes qui préparent les élèves à la division voulue par les patrons.

L'entrée dans la manifestation, à proximité de la Nation, d'une banderole CGT suivie de quelques centaines de personnes dont une brochette de permanents, rappelle la nécessité d'être vigilant face aux révisionnistes de la CGT et du P.C.F. qui admettent difficilement qu'un mouvement de masse de futurs ouvriers se développe en dehors de leur influence ; ils essayent, sans succès jusqu'ici, de le dévoyer avec des mots d'ordre sur le « droit aux études », ou la « formation professionnelle », (propres à créer des illusions sur les possibilités de « s'en sortir » dans le cadre du système capitaliste).

Les manifestants qui ont aussitôt doublé et laissé en arrière le maigre cortège CGT, ont rejeté leur tentative de récupération.

Les marxistes léninistes soutiennent la lutte des futurs exploités, soutiennent leurs revendications.

RENNES

A Rennes le CET Leclerc est en grève. Ce CET prépare au textile et à la teinture, en particulier au travail d'OS à la SPLI, où les ouvrières à Fougères, viennent de terminer une lutte longue et résolue contre le salaire au rendement. Dans le conseil d'administration de ce CET siègent les directeurs de la SPLI (qui fait faire aux élèves le surplus des ouvrières de la SPLI, quand il ne peut plus augmenter le rendement), MOUINE, SAPITEX, JACQUART, LE MT ST MICHEL (qui fait repasser gratuitement ses bleus de travail par les élèves).

Les filles du CET refusent de travailler dans des locaux insalubres (toilettes infectes, un seul robinet pour 700 élèves). Elles refusent les brimades quotidiennes par lesquelles on veut les habituer au despotisme patronal, aux cadences et au chronométrage de l'usine : 2 par 2 pour rentrer au réfectoire, attendre le signal pour sortir, pas de salle de réunion, pas d'affichage, les pionnes qui les insultent.

La répression de la directrice MENGUY est immédiate : lettre aux parents, renvoi des internes chez elles, interdiction aux grévistes d'entrer au CET dont le portail est fermé avec une grosse chaîne, interdiction aux demi-pensionnaires de prendre leurs repas (déjà payé) au CET, obligation de venir se faire réinscrire avec les parents, arrosage des grévistes au jet d'eau, appel aux flics... A noter que MENGUY est... au P.C.F. Il est vrai que le P.C.F. fait beaucoup de démagogie autour de la lutte des lycées, mais qu'il se garde bien de dénoncer le dressage des futurs ouvriers et ouvrières dans les CET, et fait le silence sur leurs luttes.

Lors de la manifestation commune au CET Leclerc et au CET EMB (batiment), les mots d'ordre étaient : « CET, FUTURS OUVRIERS, DEJA EXPLOITES », « A BAS L'ECOLE DES PATRONS ».

Correspondant Rennes.

LONGWY

Nous publions des extraits d'un tract diffusé par les marxistes léninistes de Front Rouge aux CET de Longwy et de Villerupt.

"Quand on sort du CET, on se met à la recherche du boulot. Partout la même réponse : "pas d'embauche"... "pas fait le service militaire ? Vous repassez". Alors on accepte un travail comme intérimaire, ou un travail au noir... Ou alors... les gars partent à l'armée. Après l'armée, on a appris la discipline, l'égoïsme, la soumission, on est "mûrs"... — ON A LE CHOIX, FAUT PAS SE PLAINDRE.

On peut travailler dans la région (si on trouve une place) par exemple chez Gillier ou à Pierremont... D'accord les salaires sont bas, les conditions de travail difficiles les cadences infernales, les accidents de travail nombreux, et la porte toujours ouverte... Mais enfin, on reste dans son pays.

On peut s'exiler... à Fos s/mer, en Allemagne... C'est aussi dur, on s'entasse dans des foyers-prisons... mais c'est un peu mieux payé.

On peut s'engager dans l'armée, les CRS, la Légion, où on est grassement payé, mais on change de camp. — MAIS ON PEUT AUSSI SE REVOLTER.

Quand on en a marre de bosser pendant des années pour un diplôme qu'on n'aura pas ou qui ne servira à

rien... Marre des patrons qui s'enrichissent sur votre dos. De leur Etat qui organise le chômage. De leur armée qui veut rendre les jeunes dociles et qui brise les grèves. De leurs flics qui font la chasse aux jeunes et aux immigrés. De leurs tribunaux qui nous foutent en prison pour un disque volé et laissent courir ceux qui assassinent des ouvriers, (comme Pierrot Overney)...

— LUTTER DANS LE CET, C'EST REJOINDRE LA LUTTE DE TOUS LES EXPLOITÉS.

Les ouvriers contre l'organisation du travail imposée par les capitalistes : la hiérarchie, les salaires de misère, le chômage ; et parmi eux les femmes contre l'inégalité dans l'embauche, dans les salaires... Et parmi eux, les immigrés, contre ceux qui pillent les richesses de leur pays ; Les paysans travailleurs contre l'exode forcé, pour le paiement du travail qu'ils font au profit des firmes alimentaires, C'EST LE MEME ENNEMI, LA BOURGEOISIE ET SON ETAT. C'EST LA MEME LUTTE !

Réfléchis et pose des questions à ton père sur ses conditions de travail. Discute avec tes copains. Amène la discussion en salle avec tes profs. Essaie de voir la vie que mènent tes copains qui ont quitté le CET. Informe toi sur les luttes ouvrières.

LIS FRONT ROUGE".

Echec aux tentatives de récupération de la CGT et de la CFDT

Le 2 avril, plus de 200 000 lycéens et jeunes en une immense foule d'un seul bloc depuis la gare de l'est jusqu'à la Nation, ont manifesté leur révolte contre l'embrigadement de la jeunesse, contre l'armée bourgeoise. En province, au même moment, c'était par dizaines de milliers qu'ils se mobilisaient dans les grandes villes, et jusque dans de petites villes réputées "calmes" - 500 à Aurillac, 3 000 à Villefranche - En ampleur le mouvement a dépassé les mobilisations étudiantes de mai 68.

Fait nouveau par rapport à 68, la jeunesse des CET, non seulement a largement participé au mouvement, mais a dégagé ses revendications propres de futurs prolétaires, subissant la préparation aux bagnes capitalistes.

La bourgeoisie qui avait d'abord interdit la manifestation a dû y renoncer devant son ampleur. Ce qui ne l'a pas empêché dans certains cas, comme à Strasbourg, de lancer sauvagement ses chiens de garde. Elle préfère, pour le moment miser sur l'essoufflement du mouvement, jouer, comme Fontanet, sur le chantage aux examens, l'inti-

midation, l'appel aux parents etc...

...Sur la récupération aussi, par les appareils révisionnistes et réformistes. Mais en ce sens le défilé du 9 avril à l'appel de la CGT et de la CFDT est en définitive un échec. En battant le rappel des sections CGT, et malgré l'appui des trotskistes tel Field, qui ont tout fait pour que le comité de coordination lycéen appelle finalement à la manifestation. Séguy n'est parvenu qu'à rassembler derrière lui une toute petite partie de la masse lycéenne du 2 avril. Et encore beaucoup parmi eux se refusaient à adopter les mots d'ordre révisionnistes.

Le P.C.F. a tenté d'imposer ses groupuscules UNEF et UNCAL à la tête du mouvement, il a échoué. Il a ensuite essayé de le placer sous la tutelle des organisations syndicales "ouvrières" il a aussi échoué.

La bourgeoisie et Séguy ne sauraient empêcher que toute une nouvelle génération de militants révolutionnaires puisse se dégager de ce vaste mouvement.

tous les B 52 US pilonnent le cambodge :

HALTE AUX BOMBARDEMENTS

Depuis un mois, sans interruption, les B52 US bombardent nuit et jour la banlieue immédiate de Phnom Penh et la vaste zone libérée qui couvre, d'un seul tenant 90 % du territoire cambodgien. Ces derniers jours, tous les avions US disponibles dans le Sud-Est asiatique ont concentré leurs attaques sur le Cambodge. Nixon prétend respecter scrupuleusement les accords de Paris ! Ceux-ci prévoient la fin de toute intervention US en Indochine, or Nixon, vient d'ordonner sur le Cambodge des bombardements comparables à ceux de la RDV en décembre. Nixon prétend n'avoir plus un seul soldat combattant en Indochine, or il est en train de transformer l'aéroport de Pochentong (près de Phnom Penh) en une véritable base US, où des G1's déguisés en "civils" de la compagnie Air America (officine de la CIA) s'affairent au ravitaillement en carburant et munitions des bombardiers US. Nixon vient même d'envoyer sur place le général Haig, pour y prendre la direction des opérations.

C'est que la situation est critique pour Nixon et son fantoche Lon Nol de

Phnom Penh. Toutes les grandes villes du Cambodge sont isolées. Phnom Penh est complètement encerclée par les forces populaires. Les vivres vont manquer, les stocks d'essence sont épuisés, l'eau et l'électricité coupées sans arrêt. Toutes les tentatives US pour forcer l'encerclement de Phnom Penh ont échoué. Pour ouvrir la voie fluviale du Mékong, Nixon a envoyé ses B52 raser systématiquement les 2 rives du fleuve ; et pourtant les convois de péniches restent toujours bloqués à la frontière sud-vietnamienne.

Pour la clique, fantoche, c'est une cuisante défaite militaire, mais aussi une cuisante défaite politique. Depuis les grandes grèves des étudiants et des enseignants, les dernières couches de la population qui la soutenaient, l'ont abandonnée. Au sein même de la clique fantoche, gangrenée par la corruption les contradictions éclatent. Lon Nol a dû récemment limoger 100 de ses conseillers, ainsi que le chef de son aviation. Après Sirik Matak et Son Ngoc Tanh, c'est maintenant Lon Non, "l'homme fort du régime" qui vient

de démissionner. Lon Nol, débile et paralytique, n'a même plus le secours de ses astrologues favoris qu'il vient de jeter en prison ! Bien piètre paravent pour l'ambassadeur US, le véritable maître de Phnom Penh. C'est la débâcle... Les rats quittent la navire en détresse.

Seule une intervention directe et massive de l'impérialisme US peut encore repousser l'heure où le Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (GRUNC) rentrera à Phnom Penh. Déjà son président, Norodom Sihanouk, vient d'effectuer un séjour d'un mois dans les zones libérées, en territoire cambodgien, où il a rencontré les ministres du GRUNC qui n'ont jamais cessé de diriger la lutte depuis le sol même du Cambodge. Les victoires remportées par les patriotes cambodgiens autour de Phnom Penh confirment la justesse de ligne suivie par le GRUNC : aucun compromis avec le fantoche Lon Nol qui ne serait rien sans l'impérialisme US. (8 avril 73)

GRUNC A PHNOM PENH

Thieu à Washington :

le chien aux pieds de son maître

Thieu reçu à Washington, Thieu reçu par le pape à Rome. Est-ce la consécration de l'indépendance de Thieu comme le clame la presse pro-US ? Non, c'est au contraire, la consécration de la doctrine Nixon de "vietnamisation". Plus que jamais, Thieu n'est qu'un instrument utilisé par l'impérialisme US pour maintenir sa domination au Vietnam. Parlant, dans un interview au Nouvel Observateur d'une éventuelle nouvelle intervention US, Thieu avoue lui-même qu'elle se ferait "après consultation du gouvernement sud-vietnamien, bien sûr, mais l'initiative viendrait des Etats Unis".

Ce sont les derniers détails de cette vietnamisation que Thieu et Nixon ont réglé à San Clemente. Et en premier lieu l'aide militaire, car, "nous avons encore besoin, reconnaît Thieu, dans le Nouvel Observateur, de l'appui stratégique et tactique de l'aviation américaine". Nixon fournira donc à Thieu "les moyens matériels nécessaires à sa défense". C'est à dire à la défense des intérêts US en Indochine : en tout près de 500 millions de dollars par an, sans compter les 10 000 "conseillers civils"

reconnus déjà en place à Saïgon. En second lieu, il a été question de l'aide US "au redressement économique" du Sud-Vietnam, c'est à dire à la relance du pillage de ses richesses par les trusts US : en tout près de 700 millions de dollars par an.

Enfin ce voyage a été l'occasion d'une vaste campagne visant à justifier, aux yeux du peuple américain et des autres peuples du monde, la légitimité de la doctrine Nixon... et à les préparer à une éventuelle nouvelle intervention aérienne US. Les prisonniers US récemment libérés déversent quantité de mensonges sur les soi-disant mauvais traitements qu'ils ont subis en captivité. Et en même temps on fait courir le bruit que d'autres américains sont encore détenus. On invente de soi-disant infiltrations de soldats de RDV vers le sud, de soi-disant violations des Accords par la RDV et le GRP, et on crie bien fort que Thieu et Nixon, eux les respectant scrupuleusement. Toutes ces manœuvres ne sont qu'une preuve de plus de la volonté de Nixon de maintenir, coûte que coûte, en place son homme de paille à Saïgon, Thieu.

Au moment où les bombardements criminels des B52 US sur le Cambodge s'intensifient, et où la presse bourgeoise, comme le révisionniste Kossyguine s'évertuent à faire croire que Nixon respecte scrupuleusement les accords de Paris, les marxistes-léninistes de Front Rouge, appellent les anti-impérialistes à se mobiliser pour exiger la cessation immédiate de ces bombardements.

Au moment où les combats victorieux des Forces Armées Populaires de Libération Nationale du Cambodge (FAPLNC) mettent en grave danger la poursuite de la doctrine Nixon au Cambodge, ils appellent les anti-impérialistes à soutenir le Front Uni National du Cambodge et son gouvernement, jusqu'à la victoire totale, le départ des impérialistes US et de leurs valets.



grâce au FAPLNC victorieuse, la zone libérée s'étend.

CIP

à bas l'armée impérialiste!
rejoignons les comités
indochine palestinie!

Le 3 avril, les ouvriers du chantier de la centrale de BESOS, près de BARCELONE, étaient en grève. Leurs revendications : une diminution de la semaine de travail et une augmentation de salaire. En effet, en 72, les prix ont augmenté de 25 % en Espagne, et le salaire horaire minimum garanti est si bas que les ouvriers sont obligés de multiplier les heures supplémentaires, pour vivre. La direction de l'entreprise COPOSA appelle la police ; les flics tirent : un des ouvriers, MANUEL FERNANDEZ MARQUEZ est tué.

Les ouvriers du chantier ont immédiatement riposté en repoussant la police à coups de pierre. Pendant 2 jours, des manifestations ont éclaté dans toute la ville. Plusieurs usines se sont mises en grève, comme la SEAT,

et HISPANO OLIVETTI. Dans toute l'Espagne, des manifestations de protestation ont été organisées. C'est ainsi qu'à St Jacques de Compostelle, les manifestants ont attaqué le commissariat de police ; en décembre dernier, dans cette ville, la police franquiste avait assassiné l'étudiant JUAN MARIA FUENTES FERNANDEZ.

la police franquiste assassine un gréviste

Depuis 70, 8 ouvriers ont été assassinés par la police pour faits de grève. La police franquiste, forte de près de 100 000 hommes est spécialement entraînée pour ce genre de besogne. Des équipes spéciales ont été créées chargées de surveiller les ouvriers et les organisations révolutionnaires et d'intervenir à chaque grève et manifestation. C'est ainsi que, le 11 février, à Madrid, une de ces équipes avait

KOSSYGUINE FAIT CONFIANCE A NIXON ... QUAND IL VIOLE LES ACCORDS

A Washington, le communiqué commun publié à l'issue de la visite du fantoche Thieu, se conclut ainsi : "Le président Nixon a exprimé sa satisfaction, quant à l'efficacité des forces armées sud-vietnamiennes (c'est à dire fantoches)... et quant au développement des institutions politiques"... En un mot, Nixon couvre de sa responsabilité la politique fasciste et agressive de Thieu.

Toujours à Washington, Richardson, ministre de la guerre de Nixon avoue : "La reprise des bombardements contre la RDV et le minage du port de Haiphong sont parmi les choses susceptibles d'être entreprises"... Une menace sans aucun voile contre le peuple vietnamien.

A Paris, Nguyen Van Hieu, représentant du GRP aux négociations de la Celle St Cloud, déclare : "Il est clair que les Etats-Unis ne cessent pas leur politique d'ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam. Le fait qu'ils laissent des milliers de conseillers déguisés en civils et soutiennent la

politique de l'Administration de Saïgon de non application de l'Accord de Paris, et le fait que des officiels américains profèrent des menaces contre le GRP et la RDV, tout cela constitue une série de violations très graves de l'accord de Paris."

Ces 3 déclarations ont été faites le même jour, le 3 avril ; elles disent toutes 3 la même chose : Nixon est bien décidé à continuer de violer les Accords de Paris. ET POURTANT, 3 JOURS PLUS TARD, A STOCKHOLM, KOSSYGUINE, REPRESENTANT DU SOCIAL-IMPERIALISME SOVIETIQUE, OSAIT DIRE : "LES DECLARATIONS FAITES A PLUSIEURS REPRISES PAR LE PRESIDENT NIXON MONTRENT L'INTENTION DES ETATS-UNIS D'OBSERVER STRICTEMENT LES ACCORDS DE CESSEZ-LE-FEU DE PARIS."

Nixon ne pouvait vraiment espérer meilleur porte-parole de sa propagande mensongère.

EDITORIAL : SUITE DE LA PAGE 1

faire coup double : dévoyer le potentiel de lutte des lycéens vers "l'union populaire", profiter du climat revendicatif des luttes des O.S., des luttes engagées contre la circulaire Fontanet, pour attirer les prolétaires dans cette manifestation, les utiliser comme faire valoir vis-à-vis des lycéens.

Préparons le 1er mai !

Il faut démasquer cette manœuvre rejeter la voie tracée par les états majors révisionnistes et réformistes, voie qui ne porte aucun coup réel à la bourgeoisie. Il faut s'engager dans la voie tracée par le parti marxiste-léniniste de notre pays.

- Cette voie, c'est celle du soutien et de la participation aux luttes résolues des O.S., à l'élaboration et à la défense de leurs revendications contre l'intensification du travail et tout ce qui l'accompagne : salaire au poste, salaire au rendement, la hiérarchie capitaliste, les conditions de travail intenable...
- Cette voie c'est celle de la lutte contre la circulaire Fontanet, de l'organisation des masses dans des comités pour l'abrogation, afin de dénoncer le sens de cette mesure, mesure impérialiste contre les pays où est puisée la main-d'œuvre immigrée, mesure de classe contre tout le prolétariat à qui la bourgeoisie veut par ce moyen interdire toute grève. Organiser avec ces comités l'action contre la

circulaire, et tout aspect concret de l'oppression du prolétariat immigré.

- Cette voie, c'est celle de l'organisation pour le 1er mai de puissantes manifestations pour l'abrogation de la circulaire Fontanet, rassemblant tous ceux qui luttent déjà pour son abrogation, rassemblant tous les anti-impérialistes, qui dénoncent le caractère impérialiste de la mesure, rassemblant tous les jeunes des CET qui viennent d'affirmer leurs revendications de futurs ouvriers, rassemblant tous les jeunes qui veulent donner un contenu juste et précis au mot d'ordre d'unité avec la classe ouvrière, scandé à chaque manifestation lycéenne.

FAISONS DU 1er MAI UNE JOURNEE D'ACTION CONTRE LA CIRCULAIRE FONTANET !
9-4-73

en vente: les brochures front rouge

- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1F
- l'interim: organisation et exploitation du chômage 2F
- le programme commun de la "gauche" 2F

un programme bourgeois !
ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyer cette demande à Front Rouge
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous à front rouge ccp 204-51 lyon

	France		Etranger	
Prix normal	1 an 30 F	1 an 40 F	6 mois 18 F	6 mois 20 F
Prix réduit	1 an 20 F	1 an 30 F	6 mois 10 F	6 mois 15 F

abonnement: 3 mois: 5 f